



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°36, DU 27 MAI 2019
portant mise en demeure**

Société Valinox Nucléaire

Commune de Montbard

**Le Préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
Préfet de la Côte-d'Or
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 modifié autorisant la société Valinox Nucléaire à exploiter des installations sur la commune de Montbard ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 12 mars 2019 conformément à l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier le 12 mars 2019 et les observations présentées en retour par l'exploitant le 1^{er} avril 2019 ;

Vu le courrier du 25 avril 2019 par lequel l'exploitant a porté des modifications de son installation à la connaissance du préfet ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral susvisé dispose « *L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : Pour l'ancienne usine : des extincteurs mobiles au dioxyde de carbone, à eau ou à poudre [...] Ils sont vérifiés annuellement. [...] Pour l'unité NARVAL : [...] des extincteurs fixes au CO₂ au niveau des 2 fosses de laminage. » ;*

CONSIDÉRANT que l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé dispose « *Les rejets 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 visés à l'article 4.3.5 font l'objet du suivi indiqué ci-après afin de s'assurer qu'ils ne sont pas contaminés [...]* » ;

CONSIDÉRANT que le respect des dispositions des articles 9.2.2.1 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral susvisé et de l'article R.181-46 du code de l'environnement permet de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'à l'occasion de la visite du 27 novembre 2018, l'inspecteur des installations classées a constaté que les fosses de laminage de l'unité NARVAL ne sont pas équipées d'extincteurs fixes au CO₂ tel que prévu par l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral susvisé, et que l'exploitant a précisé que ces extincteurs n'avaient jamais été mis en place et remplacés à la mise en service de l'unité NARVAL par un dispositif d'aspersion d'eau ;

CONSIDÉRANT que la modification relative aux moyens de lutte contre l'incendie dans les fosses de laminage de l'unité NARVAL a été portée à la connaissance du préfet conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement par courrier du 25 avril 2019 susvisé et que l'exploitant indique que cette modification ne présente pas d'impact ;

CONSIDÉRANT qu'à l'occasion de la visite du 27 novembre 2018, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas les exigences de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral susvisé, en tant qu'il n'a pas apporté la preuve de la vérification annuelle de plusieurs extincteurs mobiles de l'installation ;

CONSIDÉRANT qu'à l'occasion de la visite du 27 novembre 2018, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas les exigences de l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, en tant qu'il ne réalise aucun suivi indiqué à cet article pour les rejets 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 12 ;

CONSIDÉRANT que par ses observations du 1^{er} avril 2019, l'exploitant précise qu'il n'y a plus de rejet dans le milieu naturel pour les points n°3 et n°10 et que le point de rejet n°12 n'a jamais été en fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que la modification relative aux points de rejet n°3 et 10 a été portée à la connaissance du préfet conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement par courrier du 25 avril 2019 susvisé et que l'exploitant indique que cette modification ne présente pas d'impact sur les risques et les nuisances potentielles de l'établissement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, en conséquence et en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société VALINOX Nucléaire de respecter les dispositions des articles 9.2.2.1 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral susvisé et de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRETE

Article 1^{er}

La société Valinox Nucléaire, exploitant une installation sur la commune de Montbard, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans le délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral susvisé, en apportant la preuve de la vérification annuelle de tous les extincteurs mobiles de l'installation ;
- l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, en mettant en place le suivi indiqué à cet article pour les rejets 5, 6, 7, 8 et 9 afin de s'assurer que les effluents ne sont pas contaminés.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de DIJON (21000), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 - Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société Valinox Nucléaire.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture dans un délai de 4 mois.

Article 5 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au sous-préfet de l'arrondissement de MONTBARD.

Fait à DIJON, le **27 MAI 2019**


LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

Christophe MAROT